



Déclaration liminaire FSU24 au CTSD du 4 mars 2014

Madame l'Inspectrice, Mesdames et Messieurs les membres du Comité

Madame l'Inspectrice, le comité technique réuni aujourd'hui examine les mesures de carte scolaire qui prendront effet à la rentrée 2014.

En premier lieu, Madame l'Inspectrice, nous soulignons le fait que les documents sont cette année plus explicites, avec le détail des cohortes, comme nous le demandions. C'est un point positif. Les améliorations s'arrêtent là.

En effet, les conditions du dialogue social se sont un peu plus dégradées.

Nous ne siégeons aujourd'hui qu'afin de porter la parole des écoles qui est de moins en moins entendue dans certaines circonscriptions.

La décision politique de reporter les opérations de carte scolaire après les élections, dans un laps de temps restreint et contraint, bien souvent avec de nouvelles équipes municipales est une première illustration de cette dégradation. Le précédent gouvernement en porte la responsabilité.

L'envoi des documents, à peine deux jours avant le groupe de travail, constitue une entrave à notre exercice de représentants syndicaux. Vous en portez la responsabilité toute comme la préparation même de la carte, au plus près du terrain, qui ne s'est pas opérée partout dans la transparence.

Concernant la refondation, nous ne voyons toujours rien venir :

La dotation départementale reste nulle.

Les RASED sont encore absents de cette carte scolaire.

La prise en compte de la ruralité de notre territoire ignorée.

A ce que vous nous proposez au nom de l'équité, nous n'y croyons pas une seconde : globalisation des effectifs sur les villes, objectifs de concentration dans les campagnes.

Aussi, Madame l'Inspectrice, dans cette déclaration, nous n'innoverons pas cette année. Nous pouvons même reprendre mot pour mot ce que nous disions l'an passé.

L'emploi est mis à mal, les services publics désertent notre territoire rural et l'école qui en est le dernier rempart est bien attaquée. Ce rempart se fissure et nous ferons tout pour qu'il ne s'effondre pas.

L'École irait mal ? Le niveau des élèves baisserait ? Croyez-vous que cette nouvelle carte destructrice pour notre tissu scolaire puisse être gage de « qualitatif » comme vous le dites souvent, Madame l'Inspectrice ? Nous n'avons pas une carte scolaire de reconstruction de l'école, nous le répétons encore une fois, nous avons tout le contraire !

Nous, dans la FSU, sommes porteur d'un tout autre projet. C'est ce que nous dirons au nouveau ministre de l'Éducation Nationale lorsque nous le rencontrerons prochainement.

Pour l'école, il faut une politique éducative ambitieuse et une refondation qui se traduisent en actes et en moyens, qui s'appuient sur celles et ceux qui font l'école.

Ce n'est pas la démographie qui justifie ces retraits de postes et ce manque d'ambition pour l'école, mais le paiement de la dette appelée à tort publique...

Celle-ci est instrumentalisée par les « marchés » pour imposer la destruction des services publics et détourner la richesse vers les rentiers.

Les rentiers ou les écoliers ? Il serait temps d'oublier les premiers pour davantage considérer les seconds, et au-delà l'ensemble des services publics.

Les représentants FSU24 au CTSD

Vanda Bonnamy, Vincent Perducat, Alain Chabrilangeas, Franck Fressingeas, Alain Barry,
Teddy Guitton